

LE PUBLICISTE.

D U O D I 22 Frimaire, an VIII.



Retard de l'expédition du Grand-Visir pour la Syrie. — Changement de système opéré à la cour de Russie. — Espérances de paix en Angleterre. — Détails du débarquement des rebelles sur les côtes de Bretagne. — Condition de la suspension des hostilités entre les républicains & les mécontents de l'Ouest. — Rapport de Boulay (de la Meurthe) sur le projet de constitution.

TURQUIE.

De Constantinople, le 26 octobre (4 brumaire).

L'expédition du grand-visir en Syrie, dont on s'étoit promis un si grand succès, a été très-retardée. Dhzar-pachia qui ne montre nullement l'intention de quitter Acre, a même refusé de lui fournir des outres. Il a aussi refusé un corps de troupes pour cette expédition. Le grand-visir est parti de Damas pour Giaffa. Sir Sydney Smith est avec deux vaisseaux de guerre à Rhodes, où il attend un renfort de vaisseaux turcs.

I T A L I E.

De Nice, le 5o novembre (9 frimaire).

Les Français continuent le blocus de Céva. On espère qu'ils seront bientôt maîtres de cette place, qui assurera mieux leurs positions sur les Appenins. On dit que le général en chef, qui est ici depuis quelques jours, se portera demain au col de l'ende, & qu'il tentera de forcer l'ennemi à lever le blocus de Coni.

Du côté de Gènes, les Français conservent toutes les positions importantes, sans en excepter celle de Novi. Le succès avec lequel le général Saint-Cyr a soutenu la ligne de la Bormida, fait le plus grand honneur à ses talens. Les Autrichiens paroissent vouloir tenter de pénétrer par le col de Fenestrelle. Ce matin on a fait partir une demi-brigade pour aller renforcer ce poste.

De Naples, le 15 novembre (24 brumaire).

Les personnes les plus considérables de cette ville, tant ecclésiastiques que séculières, ont envoyé à Palerme une supplique, pour engager le roi & la reine à revenir à Naples. Leurs majesté ont donné l'espérance d'un prompt retour.

D A N E M A R C K.

De Copenhague, le 25 novembre (4 frimaire).

On compte sur la paix. On croit que la Prusse travaille à l'accélérer. On parloit du duc d'York devant le prince Ferdinand de Prusse : *C'est un tambour, dit-il, qui ne fait de bruit que quand il est battu.*

On croit savoir à présent, la cause de la mésintelligence qui a eu lieu entre notre cabinet & celui de Pétersbourg. Le baron de Krudner, ambassadeur de S. M. I., eut connoissance de la formation d'un club à Copenhague, & s'en plaignit au jeune comte Bernstorff, secrétaire d'état pour le département des affaires étrangères. Celui-ci tâcha de le

rassurer, en lui certifiant que c'étoit un rassemblement paisible de citoyens qui étoient bien loin d'avoir aucun but politique ; et il ne montra pas du reste d'opposition à ce qu'il fut fermé. L'ambassadeur se retira, et écrivit avec humeur à sa cour. De-là vint l'éclat ; mais la prudence du comte de Bernstorff lui suggéra d'écrire de son côté à Pétersbourg, ce qu'il avoit dit à M. de Krudner. Cette contre-dépêche, produisit le meilleur effet. Paul I^{er}. fit venir M. de Blomé, ambassadeur Danois, le traita avec distinction, et révoqua l'ordre qui défendoit l'entrée des ports de Russie aux vaisseaux danois.

Les faillites d'Hambourg ont un-peu influé sur le crédit des billets de banque de Copenhague. On a remarqué que le comte de Schimmelmann, ministre des finances, avoit envoyé à Hambourg M. Kirchstein, l'un de ses principaux commis.

A U T R I C H E.

De Vienne, le 21 novembre, (5o brumaire).

On assure qu'à Pétersbourg il s'est opéré un grand changement de système : que le sénat y a la plus grande influence, & que celle des ci-devant princes français est tombée.

On regarde la paix comme certaine : on parle déjà de ses bases.

Le rapport officiel du général Mélas sur la bataille du 4 & du 5 courant, remplit trois feuilles dont on a publié un extrait. La manœuvre principale a consisté à jeter toute l'armée impériale sur l'aile gauche de l'ennemi. C'est pour cela qu'il avoit évacué Mondoyi en abandonnant toute la rive droite de la Stara. Le général Mélas évalue la perte des français à 8,000 hommes, & celle des autrichiens à 2,022 hommes.

A L L E M A G N E.

De Hambourg, 29 novembre (8 frimaire).

Les derniers gazettes de Londres sont pleines de détails de l'effet qu'a produit sur les membres de l'opposition, la nouvelle des derniers événemens de Paris. Bonaparte est à présent généralement regardé comme le Washington de la France. Il peut aussi devenir le sauveur de l'Europe, en lui donnant une paix durable : elle est désiré en Angleterre par le peuple, comme par tout ailleurs. On représentoit dernièrement une pièce intitulé : *le Jour de la naissance du Roi* ; il y assistoit. Un des acteurs dit : *« Ceux qui s'opposent à la paix, ne méritent pas de participer au bonheur qu'elle accompagne »*. Ce passage fut tellement applaudi, qu'on eut de la peine à faire revenir au silence.

Lord Mornington, gouverneur général du Bengale, a reçu de la compagnie des Indes, une adresse de remerciemens pour ses services dans la campagne qui a renversé le trône de Tippoo Saïb. La cour lui a conféré le titre de marquis de Wellsen.

De Ratisbonne, le 30 novembre (9 frimaire).

Les Russes partent par petits détachemens. La première colonne arrivera demain; elle est forte de 3,778 hommes & de 3,978 chevaux. Les quartiers-maitres sont arrivés hier. On attend ce soir ou demain le grand-duc Constantin & le prince Suwarow; ils resteront ici jusqu'à ce que les 30,000 Russes aient défilés.

Il n'y a que le cardinal Herzan, des états héréditaires, qui se rendra au conclave.

De Hanau, le 4 décembre (13 frimaire).

Enfin les difficultés qui s'étoient élevées pour l'échange des prisonniers, viennent d'être levées; la commission a repris son activité.

REPUBLIQUE BATAVE.

De la Haye, le 6 décembre (15 frimaire).

Le général Verdieres est arrivé ici ce matin. Il commandera la division qui étoit confiée au général Rewbell, frere de l'ex-directeur, qui est aussi rappelé.

Au milieu de ces changemens, le directoire batave vient de prendre un arrêté qui retire au général français le commandement des troupes bataves. Cet arrêté est motivé sur l'évacuation de notre territoire par l'ennemi.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

De Vannes, le 11 frimaire.

Voici quelques détails sur le débarquement opéré sur nos côtes, & le combat qui l'a suivi, dans lequel les rebelles ont été battus.

Le 7, douze chouans à cheval, suivis de dix mille hommes, dont une partie étoient armés, sont venus à Mnsillac; 60 ou 80 charettes sont parties pour la côte avec les hommes armés; le reste est demeuré à Musillac, où plusieurs autres sont encore arrivés de la nuit. A une heure du matin, un coup de canon a donné le signal d'un débarquement. Le 8, à neuf heures, les voitures sont revenues chargées d'armes, de poudre & d'argent. On a remarqué 6 petits barils dans une charette, qu'un des chefs ne quittoit pas, & qu'on a dit être de l'argent; 4 canons de 6 & de 8, & deux obusiers de bronze de 6 pouces au moins. On a armé de fusils anglais & neufs, les hommes qui n'en avoient pas; il y en avoit encore beaucoup à débarquer, & 3 frégates avoient effectué cette opération sur la côte de Pemelau.

Sur cet avis, & pour surprendre le convoi, 2,000 hommes de marine qui venoient d'arriver à Vannes, partirent avec deux pieces d'artillerie légère. L'avant-garde a rencontré les rebelles près d'une vaste lande, sur la route d'Elvin, à une demi-lieue de Saint-Nolf; leur centre étoit retranché dans des maisons derriere des fossés, la droite couverte d'un bois; & la gauche d'un moulin sur une hauteur. A midi, on étoit en présence. Le combat a duré jusqu'à 4 heures. Les rebelles au nombre de 4 à 500, avec un drapeau blanc, ont été débusqués & mis en déroute avec une perte de deux cents hommes au moins qu'ils ont enlevés avec soin. L'infanterie seule a eu occasion d'agir. Pendant le combat, leur convoi a

défilé vers Plendren; & lorsqu'on étoit à leur poursuite, un nouveau corps de la force du premier, soutenu de cent hommes de cavalerie, a paru vers l'Est, marchant pour se réunir à une réserve de 300 hommes restés au lieu du combat.

Le général a rallié sa colonne; alors les rebelles se sont retirés en se dirigeant sur Elven. La nuit & le défaut de munitions ont obligé les républicains de rentrer à Vannes. Nous n'avons eu que quatre hommes tués & dix blessés.

Un capitaine venant de Douarnenes a assuré avoir aperçu sur nos côtes, par le travers de Peumask, 40 bâtimens de guerre anglais, & autant de transport. Si cette déclaration est vraie, on doit craindre une descente. Ce qui est certain, c'est que chaque jour il paroît des bâtimens sur tous les points de la côte: on distingue encore dans la baie de Quiberon un vaisseau, deux frégates & deux cutters. Tout annonce qu'il existe des communications actives entre l'ennemi & les chouans.

De Vendôme, le 17 frimaire.

On donne la piece suivante comme authentique.

Conditions de la suspension d'hostilités, conclue entre les républicains & les mécontents de l'Orient.

Art. I^{er}. Le nombre des troupes républicaines ne sera pas augmenté dans les départemens de l'Ouest, pendant la suspension d'armes.

II. Tous jugemens des commissions militaires seront suspendus, même pour ceux des royalistes qui seroient pris les armes à la main.

III. Tous les individus retenus comme partisans ou commissionnaires des royalistes, seront mis en liberté aussi que les otages.

IV. Les troupes républicaines ne feront aucun détachement dans la campagne. Leurs correspondances se feront d'un détachement à l'autre par les ordonnances ou par de très-petits détachemens.

V. Les royalistes assureront la sûreté des ordonnances ou petits détachemens, pour les correspondances des cantonnemens, les républicains pourront les faire escorter, s'ils le jugent nécessaire.

VI. Les républicains pourront faire des réquisitions pour la subsistance de leurs troupes seulement.

VII. Les républicains & les royalistes pourront continuer à accueillir les déserteurs du parti opposé.

VIII. Les correspondances des mécontents seront assurées par les républicains.

IX. Toute marche, toute voie hostile sera suspendue, & dans les cas où l'un des deux partis voudroit continuer la guerre, il prévendrait l'autre trois jours d'avance.

X. Il ne sera fait aucune proclamation durant la suspension d'hostilités.

(On ne donne pas les noms des signataires de ce traité.)

De PARIS, le 21 frimaire.

Un grand nombre de membres des commissions législatives se réunit, depuis quelques jours, pour préparer les listes des citoyens destinés à composer les nouveaux pouvoirs; celles pour le jury conservateur & le tribunal étoient achevées ce matin; celle pour le sénat a dû l'être dans la journée. Ces listes seront ensuite soumises aux consuls, avant d'être définitivement arrêtées & publiées.

L'impatiente curiosité du public ne tardera plus à être satisfaisante.

— On fait dire à Bonaparte que les places seront ouvertes aux Français de toutes les opinions, pourvu qu'ils aient des lumieres, de la capacité & des vertus.

Ce n'est pas là le compte de quelques personnes qui resserrent le plus possible le cercle des éligibles, pour avoir le plus de chance en leur faveur.

— Berthier a donné à Massena un grand repas, auquel il avoit invité beaucoup d'Italiens réfugiés.

— L'imprimeur de *L'Aristarque français* a été arrêté & mis à la Force.

— Les forts de la halle ont maltraité des agens de la police qui vouloient arrêter des filles publiques réfugiées dans un cabaret.

— Joubert (de l'Hérault), l'un des derniers condamnés à la déportation, est nommé président du conseil de guerre établi à Valence pour examiner la conduite de ceux qui ont rendu les places fortes d'Italie.

— Le général Ferrand, qui s'étoit signalé à la bataille de Gemmappes & à la bataille de Valenciennes, va être employé.

— Championnet est arrivé à Nice avec son état-major. Il a laissée le commandement de l'armée au général Saint-Cyr.

— Le général Kellermann est arrivé à Paris depuis trois jours.

— On a affiché dans Paris un jugement condamnant à une amende deux citoyens qui avoient ouvert leurs boutiques le décadi.

— Dans une séance publique de la société de médecine de Nancy, le citoyen Mandei, pharmacien de cette ville, a lu une dissertation sur l'antimoine & ses préparations. Le citoyen Willemet, professeur d'histoire naturelle à l'école centrale, a fait une revue des principaux quadrupèdes. Il a rapporté un trait de générosité d'un ours de l'ancienne ménagerie de Nancy, nommé Masco; cet ours partageoit ses repas & sa lutte avec un pauvre savoyard sans asyle.

— Quelques lettres d'Allemagne prétendent que Suwarow a consenti à engager Paul I^{er}, à ne point se retirer de la coalition, & à suspendre son départ jusqu'à de nouveaux ordres de Pétersbourg.

— L'internonce impérial à Constantinople, le baron d'Herbert, s'est chargé de suppléer le ministre d'Espagne dans les soins qu'il accorderoit aux prisonniers français. On dit même qu'il a eu une conférence avec le reis-effendi pour l'engager à se conformer à leur égard aux loix de la guerre.

COMMISSION DU CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Séance du 21 frimaire.

On reçoit quatre messages des consuls.

Le premier, relatif à un contrat d'échange entre la république & la citoyenne Semonin.

Le second, relatif à la délivrance des copies de pièces de procédures aux accusés et aux droits des greffiers.

Le troisieme, sur la nécessité d'attribuer à la justice correctionnelle la connoissance de plusieurs délits mentionnés au code pénal.

Le quatrième demande la prorogation de la loi du 29 nivôse an 6, qui attribue à des conseils de guerre le jugement des attentats commis sur les grandes routes par plus de deux personnes, mais il demande en même tems que quelques dispositions de cette loi soient adoucies.

Thiessé fait adopter, & l'on renvoie à la sanction des anciens, une résolution qui remplace celle qu'ils ont rejetée des prévenus évadés et repris. Cette reconnaissance qui est attribuée au tribunal qui a jugé le prévenu, sera soumise au recours en cassation. Elle ne l'étoit pas dans la première résolution.

On renouvelle le bureau : Jacqueminot est président ; Villetard et Frégeville sont secrétaires.

Introduction à l'exposition & à l'examen du projet d'éta-

blissement politique pour la nation française, par Bouley (de la Meurthe), membre de la commission du conseil des cinq-cents, & un de ceux de la section chargée de préparer ce projet.

La révolution du 19 brumaire n'étoit que le commencement du plan concerté par ceux qui l'avoient entreprise; son but n'étoit pas seulement de déplacer quelques hommes, d'ajourner le corps législatif & de substituer trois consuls à cinq directeurs, mais de renverser franchement un gouvernement foible, mutilé, proscrit depuis long-tems dans l'opinion publique, & de le remplacer par un établissement plus solidement assis sur les vrais principes de l'ordre social, plus capable de procurer à la nation, le degré de gloire & de bonheur auquel elle a droit de prétendre.

Ils avoient l'intime conviction, que leur entreprise étoit conforme à l'intérêt & au désir du peuple, & l'approbation générale qui lui a été donnée, le mouvement unanime de joie & d'espérance dont elle a été suivie, prouvent qu'ils ne s'étoient point trompés. Il s'agit aujourd'hui d'achever cet ouvrage & de combler le vœu du peuple.

Mais ce vœu il faut d'abord le bien connoître, & pour en être plus sûr, il faut se reporter au commencement de la révolution, à l'époque de 1789. A cette époque remarquable par l'enthousiasme de tous les Français, par l'essor de toutes les idées, de toutes les affections généreuses & libérales.

Que vouloit-on alors? Est-ce la destruction de tout ordre social existant? Non. Ce ne fut jamais le désir d'aucun peuple, même sauvage et barbare. On vouloit seulement corriger les vices de l'établissement politique; on vouloit renverser la féodalité monarchique & nobiliaire, détruire les distinctions de naissance & les titres héréditaires, pour leur substituer l'égalité des droits & un gouvernement vraiment national, auquel on attachât toutes les institutions que le bon sens avoit fait créer, dont l'expérience avoit démontré la nécessité ou l'utilité, & dont le génie & les habitudes de la nation réclament fortement le maintien.

Au lieu de suivre cette marche sage & naturelle, on anéantit tout le bon comme le mauvais; on fut emporté par la manie des innovations, par le torrent révolutionnaire, & l'on alla au-delà du but qu'on s'étoit d'abord proposé.

L'assemblée constituante, plus éclairée & plus courageuse que celles qui l'ont suivie, luttait contre le torrent, mais sans pouvoir l'arrêter toujours; elle avoit posé les grandes bases de la république, la souveraineté nationale, l'égalité absolue & proportionnelle des droits, le régime représentatif; mais le gouvernement qu'elle institua manquoit de proportion & de consistance; il étoit d'ailleurs mal confié, & ce fut la première source de nos maux. Les deux principaux pouvoirs, placés dans une position nécessairement hostile, se firent une guerre furieuse, qui finit bientôt par une ruine commune; par celle de la constitution. Sa chute fut suivie des plus affreux ravages; pour les calmer, ou du moins pour le faire espérer, on fit une seconde constitution, qui fut acceptée par le peuple; mais elle parut si impraticable à ses propres auteurs, qu'ils ne voulurent pas même l'essayer & qu'ils mirent à sa place un gouvernement qu'ils appellerent *révolutionnaire* & qui devint la tyrannie la plus destructive & la plus épouvantable qui ait jamais pesé sur le peuple.

Après une longue chaîne d'agitations, de malheurs & de crimes, on vit paroître une troisième constitution dans le sein de laquelle le peuple se réfugia comme dans un asyle assuré : mais au lieu d'y trouver le repos & la liberté, il n'y trouva encore qu'une continuité d'infortuné & d'esclavage.

Quelle est la cause de tant de maux ? C'est que depuis la révolution nous n'avons pas eu de gouvernement : deux factions s'y sont constamment opposées ; la faction royaliste & la faction démagogique : la première composée d'hommes qui, ne voyant dans la nation que le patrimoine héréditaire d'un roi & d'un petit nombre de familles privilégiées, ne pouvoient supporter ni même concevoir les idées de souveraineté du peuple & d'égalité en droits : ce sont des chimères à leurs yeux, & vouloir les réaliser, c'est un attentat à la véritable souveraineté ; c'est la destruction du droit de propriété ; hors de cette théorie superstitieuse, tout est déplacement, désordre, injustice & brigandage.

La faction démagogique n'est pas moins exclusive, bien qu'elle se qualifie de parti populaire, elle se compose principalement de ceux qui, ayant foulé aux pieds la probité & la pudeur, & se voyant bannis de toutes les classes honnêtes de la société, se jettent dans cette faction pour s'en servir comme d'un instrument de terreur & de vengeance contre le juste mépris qui les couvre, de ceux dont le caractère étant essentiellement haineux & malfaisant, deviennent les élémens naturels d'un association dont le besoin est de dénoncer, de calomnier, de déchirer sans cesse même ses propres membres ; de ceux qui emportés par la fureur des jouissances & incapables de travail & de toute industrie honnête, ne peuvent s'assouvir qu'à l'aide d'un parti qui ne respecte ni propriété ni décence ; de ceux qui, dévorés de l'amour du pouvoir, & n'ayant pour moyens de succès qu'une ignorance présomptueuse & une impudence effrénée, ne peuvent s'élever que par une faction à laquelle toute idée de convenance, & de modération & de supériorité de talens est naturellement odieuse ; de ceux enfin, qui dans le cours de la révolution s'étant signalés par des excès & des crimes, & ayant été le fléau de leurs concitoyens, dont ils se croient par conséquent l'horreur, n'imaginent de salut pour eux que dans un état de confusion & de stupeur universelle.

Par-tout cette faction est en très-petite minorité ; mais, poussée par les passions les plus violentes, elle s'agit sans cesse avec une invisible opiniâtreté ; employant tour-à-tour l'audace & l'hypocrisie, elle est dégénérée en une véritable secte, & en cela elle a été favorisée par les conceptions étroites & fausses d'une autre classe d'hommes, qui, se croyant philosophes par excellence, n'ont vu la république que dans un cloître, ses institutions que dans des réglemens de moines, & prétendant régénérer la nature humaine en commençant par la France, ont voulu assujétir la nation à des systèmes d'uniformité absolue & de perfection imaginaire, & n'ont fait que fournir aux absurdes & cruels démagogues des moyens d'intolérance & de persécution.

Ces deux factions sont les deux extrémités de la nation ; elles n'en comprennent qu'une foible portion. Celle qui a

le moins de noblesse dans les sentimens & de grandeur dans les idées ; celle qui n'a que l'activité du crime & de la peur ; celle qui veut vivre sans frein & sans loix ; celle surtout qui, méprisant tout sentiment de liberté & d'égalité, veut à tout prix régner exclusivement.

Que ces deux factions se soient toujours opposées à l'établissement d'un gouvernement républicain, sagement & fortement constitué, c'est ce qu'on conçoit facilement, puisque toutes deux y trouvoient également leur perte absolue. Aussi, même en se haïssant, se sont-elles entr'aidées dans tout le cours de la révolution, se servant réciproquement de prétexte pour agir, se prêtant mutuellement leur langage, leurs livrées, leurs espions, leurs transfuges & leurs agens ! Que de maux elles ont faits à la nation ; que de familles déchirées & détruites ; que de pays dévastés ; quelle guerre affreuse au-dedans & au dehors ; de quelle horrible tyrannie elles ont accablé le peuple français !

Il est tems enfin de l'en délivrer à jamais ! Il a été trop long-tems trompé par des jongleurs absurdes ou perfides, qui dénaturant à ses yeux, les uns les principes de la justice & de l'ordre, & les autres ceux de la liberté & de l'égalité, vouloient l'assujettir, les premiers au despotisme de l'ancien régime, les seconds à la tyrannie de 1793.

La république est entre ces deux extrêmes ; elle est dans l'immense majorité des citoyens également exclus par cette double minorité de factieux. C'est dans cette majorité que se trouve le travail, l'industrie, les talens, les mœurs, & presque toute la propriété. C'est par elle que le gouvernement doit être fait ; c'est pour la défendre contre les agitateurs ; & comme ils sont en permanence de conspiration, il faut que le gouvernement ait la consistance & la force nécessaires pour prévenir ou comprimer leurs efforts.

Voilà ce que la nation, instruite par l'expérience du malheur, réclame à grands cris ; voilà ce qu'il faut lui donner.

Les journées des 18 & 19 brumaire nous ont mis en situation de la faire. Le même esprit qui anima la nation en 1789, & que huit années de souffrances sembloient avoir éteint, a reparu subitement, mais avec un degré de sagesse & de maturité qu'il ne pouvoit avoir à cette époque.

Replaçons-nous donc, en quelque sorte ; sur le terrain où se trouva l'assemblée constituante, lorsqu'après avoir détruit tous les genres de féodalité, elle proclama sur leurs ruines le grand principe de la souveraineté & de l'unité nationales ; celui de l'égalité absolue & proportionnelle des droits, & fonda ainsi la république en l'établissant sur le régime représentatif.

C'est sur ces principes qu'il faut refaire la liberté & asseoir un gouvernement qui soit enfin digne de la grande nation.

(Ce n'est là que la première partie du discours de Boulay-Latour, il lira le reste demain. Les articles de la constitution viendront ensuite.)

Bourse du 21 frimaire.

Rente provisoire, 12 fr. 30 c. — Tiers consol., 22 fr. 75 c. — Bons $\frac{3}{4}$, 1 f. 25 c. — Bons $\frac{1}{4}$, ... — Bons $\frac{1}{4}$, 11 fr. 75 c. — Bons d'arrérage, 87 fr. 75 c.

A. FRANÇOIS.